

Unité départementale de la DREAL de la Vendée
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 LA ROCHE SUR YON
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 02.72.74.78.20
Réf. DREAL/UD85 : ENV – D.24.099
Réf. Préf. : dossier n°96/0563
n° GUN/AIOT : 0006300810

La Roche-sur-yon, le 20 Mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CTCV CARRIERES

« La Roche Guillaume »
85220 Landevieille

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2024 dans l'établissement CTCV CARRIERES implanté au lieu-dit « La Roche Guillaume » 85220 Landevieille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CTCV CARRIERES
- La Roche Guillaume 85220 Landevieille
- Code AIOT : 0006300810
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral n°15-DRCTAJ-1-581 du 19 novembre 2015 pour une durée de 20 ans. Le gisement exploité est une roche massive (gneiss/rhyolite). La production maximale autorisée est de 950 000 t/an (750 000 t/an en moyenne). Des installations de traitement de matériaux sont également présentes pour une puissance totale de 2 500 kW.

Contexte de l'inspection :

- Suivi de la pollution par drainage acide

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

Références réglementaires de la visite :

- Arrêté préfectoral de mesures d'urgences n°2024-DCPATE-66 du 22/02/2024,
- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation n°15-DRCTAJ-1-581 du 19 novembre 2015.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Gestion des eaux pluviales et d'exhaure	Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.2-§2 et 4	Demande d'action corrective	15 jours
4	Paramètres à analyser et valeurs limites	Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.3§4 et 5	Prescriptions complémentaires	Selon délai de l'arrêté

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi arrêté préfectoral d'urgence - arrêté du ruissellement	AP de Mesures d'Urgence du 22/02/2024, article 2	Sans objet
2	Suivi arrêté préfectoral d'urgence - mesures de suivi	AP de Mesures d'Urgence du 22/02/2024, article 3	Sans objet (<u>demande de suivi complémentaire au titre de l'arrêté d'urgence</u>)

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a procédé conformément à l'arrêté de mesures d'urgences du 22/02/2024 :

- à la suppression du ruissellement des eaux pluviales issu de la plateforme Sud-Est vers le ruisseau de l'Edmondière,
- au suivi sur les paramètres pH et conductivité sur l'Emondière (amont, milieu, aval), complété par un point de mesure dans l'environnement (courrier du 26/02/2024).

Au vu de l'évolution de l'impact du drainage acide dans le milieu constaté par une visite de l'OFB hors site le 10/03/2024, **il est demandé à l'exploitant de compléter son suivi dans l'environnement dans le milieu (5 points) par de nouvelles mesures portant notamment sur les métaux** (cf point de contrôle n°2 du rapport).

Par ailleurs, il apparaît que l'arrêté de mise en demeure proposé suite au contrôle du 08/02/2024 qui imposait le retour à la conformité du rejet de la carrière de la fosse Ouest pour les matières en suspension (MES) et la suppression du rejet de la fosse Est n'a plus lieu d'être. En effet, lors du contrôle du 14/03/2024, l'inspection a pu constater d'une part, d'autre le retour à la conformité du rejet en MES, avec une valeur à 6,5 mg/l pour une valeur limite de 35 mg/ et d'autre part que le rejet de la fosse Est a bien été supprimé. **Au vu du retour à la conformité sur les deux points précités, l'arrêté de mise en demeure n'est plus proposé.**

Enfin, le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires proposé lors de la visite précédente a été

modifié, suite à l'évolution de la situation et au contradictoire réalisé avec l'exploitant. Ce point fait notamment l'objet du point de contrôle n°4. **L'inspection propose au préfet de signer l'arrêté complémentaire.**

2-4) Fiches de constats (et planche photographique en annexe I)

N° 1 : Suivi arrêté préfectoral d'urgence - arrêté du ruissellement

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 22/02/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Ruissellement plateforme Est
Prescription contrôlée : Sous 8 jours, l'exploitant prend toute mesure afin de supprimer le ruissellement des eaux polluées de la plateforme Sud-Est vers le ruisseau de l'Edmondière. L'exploitant transmet à l'inspection sous un délai maximal de 2 jours les mesures envisagées pour répondre aux objectifs fixés ci-dessus, ainsi que les mesures de surveillance destinées à contrôler leur efficacité, définies à l'article 3. Une fois ces mesures mises en œuvre, les éléments attestant de leur efficacité sont transmis sans délai à l'inspection.
Constats : Suite à l'arrêté de mesure d'urgence du 22/02/2023, l'exploitant a proposé au 23/02/2024 un plan d'action afin de supprimer les ruissellements en provenance de la plateforme Sud-Est comprenant la mise en place d'un merlon, le retrait partiel de la plateforme, la mise en place d'un fossé collectant les eaux. Par la suite l'exploitant a procédé au décaissement de la plateforme dans son intégralité. Sur site, il est constaté que cette plateforme a été décaissée dans son intégralité. Un bassin profond de quelques mètres a été créé pour confiner les eaux acides et supprimer le ruissellement des eaux de la plateforme vers l'Edmondière (cf photographie 2 à 4 en annexe I). Le pH au sein de ce bassin est de 2,95 et la conductivité de 3 160 µS/cm. Les eaux sont confinées dans le bassin. Un merlon a également été mis en place pour limiter le ruissellement. Il n'y a pas de débordement visible lors de la visite. A proximité de ce bassin, les pH relevés dans l'Edmondière sont de l'ordre de 6,2 pour une conductivité de l'ordre de 360 µS/cm. Le pH de l'Edmondière en face de la plateforme décaissée est du même ordre de grandeur que les valeurs de pH et conductivité en amont de la carrière sur l'Edmondière. L'exploitant respecte la prescription. L'exploitant a en outre mis en œuvre des actions complémentaires dans le but de gérer les eaux pluviales de la zone de stockage Est (cf point de contrôle n°3).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi arrêté préfectoral d'urgence - mesures de suivi

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 22/02/2024, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure de surveillance
Prescription contrôlée : Sous 8 jours, l'exploitant met en œuvre un plan de surveillance a minima sur : <ul style="list-style-type: none">- l'environnement au niveau du ruisseau de l'Edmondière en amont et en aval de la carrière,- le bassin d'infiltration Ouest,

Ces éléments sont complétés des autres mesures de surveillance définies par l'exploitant à l'article 2.

Le plan de surveillance définit les paramètres contrôlés (a minima : pH et conductivité) et avec une fréquence a minima bi-hebdomadaire.

Le plan de surveillance fait l'objet d'une validation préalable de l'inspection.

Constats :

L'exploitant procède au suivi du pH et de la conductivité sur l'ensemble des points demandés dans le cadre de l'arrêté de mesures d'urgences. Pour répondre à la demande de l'inspection du 26/02/2024, ce suivi a été renforcé par l'ajout au suivi susmentionné d'un point complémentaire à la passerelle du Château (coordonnées : Longitude : -1,75640 ; Latitude : 46,65476 - cf plan1 - « point 2 »).

Du 22 au 13/03/2024, 10 campagnes de mesures ont été réalisées. Le dernier suivi bi-hebdomadaire a été transmis le 15/03/2024.

Le pH de l'Edmondière en amont de la carrière peut être de l'ordre de 5,5 mais reste principalement compris entre 6,4 et 7,9. Le pH à l'aval de l'Edmondière, à la sortie de la carrière reste relativement bas au environ de 3. Le pH au niveau de la passerelle (cf plan1 - « point 2 ») a été mesuré entre 5,5 (28/02) à 6,6 (13/03).

L'exploitant respecte le suivi minium imposé par l'arrêté de mesures d'urgence et a complété de lui même son suivi par plusieurs points sur¹ et hors site². Il est constaté que le pH de l'Edmondière en sortie de site reste relativement bas malgré le retrait de la plateforme. **L'inspection demande que l'exploitant maintienne ce suivi et le renforce (cf bloc ci-dessous).**

La présence d'autres sources de rejet acide est à envisager. Des investigations complémentaires sur site lors de la visite ont été menées en ce sens (cf point de contrôle n°3).

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

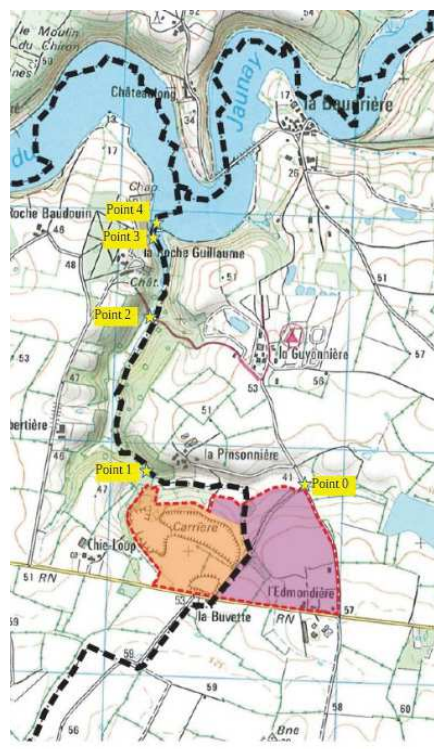
1 Rejet de la lagune à l'Ouest (pH 5,49 à 6,2 depuis le 22/02/2024), le puisard de la fosse Est (pH entre 5,49 et 6,3)

2 Amont du rejet sur le ruisseau de la Roche Guillaume (pH de 7,4 à 7,8 depuis le 22/02) , aval proche du rejet sur la Roche-Guillaume (pH de 4,9 à 7,8) et depuis le 13/03 : Amont et aval de la digue

Au vu de la présence d'une prise d'eau potable dans la retenue d'eau du Jaunay, **l'inspection demande à l'exploitant de compléter son plan de surveillance en réalisant sous 7 jours puis tous les 15 jours**, une campagne de suivi dans le milieu en amont (point 0) et aval immédiat (point 1) de la carrière sur le Ruisseau de la Roche Guillaume, en aval éloigné (point 2) et en aval lointain en amont et aval de la digue (point 3 – amont digue et point 4 – aval digue). **L'ensemble de ces points sont repris dans le plan ci-contre (en jaune).** Les analyses porteront sur les paramètres suivants :

- 1) pH, conductivité, MES, Sulfates, Sulfures ;
- 2) Métaux potentiellement liés au drainage acide : Aluminium, Cuivre, Fer, Manganèse, Nickel, Zinc ;
- 3) Autres métaux : Arsenic, Cadmium, Chrome, Plomb.

Les résultats sont à transmettre à l'inspection. L'exploitant a indiqué lors de la visite avoir procédé aux prélèvements le 13/03/2024.



Plan 1. Localisation des points de surveillance ponctuelle

Type de suites proposées : Sans suite (maintien et renforcement du suivi de l'arrêté préfectoral d'urgence)

N°3 : Gestion des eaux pluviales et d'exhaure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.2-§2 et 4

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale

Prescription contrôlée :

Les eaux sont gérées de la manière suivante (hors plate-forme alimentant la zone humide conformément à l'article 4.3.2 du présent article) : les eaux pluviales internes à la carrière et les eaux d'exhaure s'infiltrent ou sont dirigées vers un bassin de stockage en fond de chaque fouille avant d'être dirigées pour traitement vers un bassin tampon situé dans chaque excavation sur un palier supérieur. Les eaux du bassin tampon de la fosse Est rejoignent le bassin tampon de la fosse Ouest. Les eaux sont ensuite dirigées vers deux séparateurs puis vers le bassin en place au Nord du site avant rejet vers le milieu extérieur.

[...]

Les ouvrages sont correctement dimensionnés afin de respecter les conditions de rejets supra.

Constats :

Concernant le rejet des eaux de la fosse Est :

Suite à la visite précédente, un arrêté de mise en demeure a été proposé imposant la suppression du rejet de la fosse Est dans l'Edmondière. L'exploitant a répondu le 07/03/2024 qu'il engageait de suite les travaux.

Sur site, lors de la visite, le rejet de la fosse Est est arrêté (cf photographie 17 en annexe I). Les travaux (mise en place de tuyau pour amener les eaux de la fosse Est vers la fosse Ouest) sont en

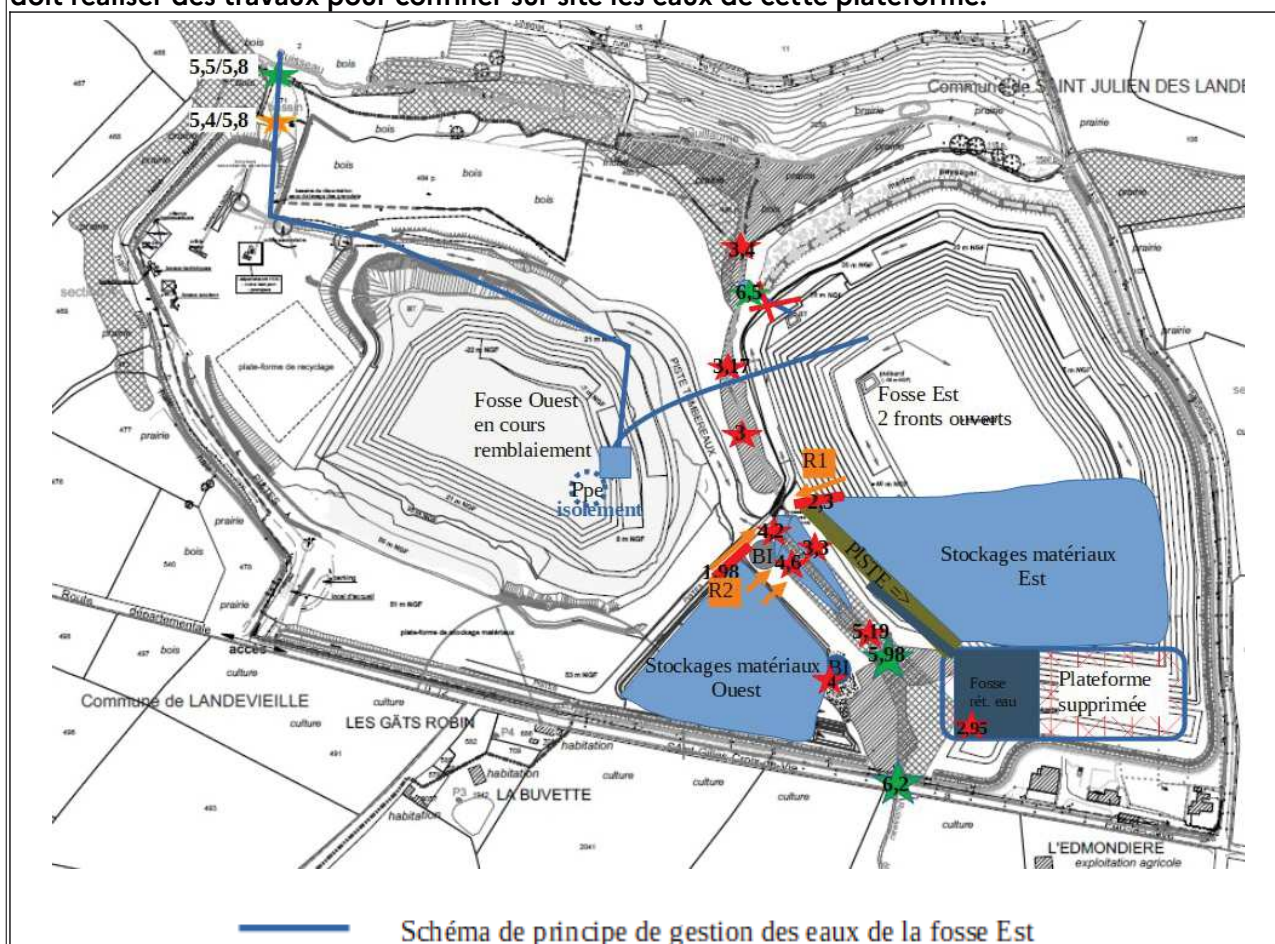
cours de réalisation. Il est prévu que les travaux soient finalisés pour la semaine n°12 de 2024. L'exploitant respecte dorénavant les prescriptions relatives à la gestion des eaux. L'arrêté de mise en demeure sur ce point n'a plus lieu d'être.

Concernant la gestion des eaux pluviales sur le site (investigations complémentaires du 14/03/2024) :

Plusieurs relevés de pH ont été réalisés au sein du ruisseau de l'Edmondière et à sa proximité. Les relevés principaux sont repris au plan 2.

Dans l'objectif de supprimer tout ruissellement d'eau vers l'Edmondière, le terrassement de la piste longeant la zone de stockage de matériaux à l'Est, le long de l'Edmondière, a été repris et un fossé permet d'amener les eaux de ruissellement vers le bassin susmentionné (cf photographies 1,2 et 3 et plan). Des mesures de pH ont été réalisées le long de la piste surplombant l'Edmondière. Un mince filet d'eau (pH 2,3) a été identifié comme pouvant aussi contribuer à l'acidification de l'Edmondière. **L'exploitant prévoit de compléter rapidement ces travaux pour supprimer cet écoulement** (cf photographie 4 et sur plan point « R1 »).

La zone de stockage Ouest, lors de la visite présente également une flaque d'eau (pH 1,98) surplombant ce ruisseau susceptible de ruisseler en cas de pluie et quelques ravinements (sans eau lors de la visite) le long de la plateforme (cf photographie 8 et sur plan point « R2 »). **L'exploitant doit réaliser des travaux pour confiner sur site les eaux de cette plateforme.**



Plan 2. Relevés pertinents (pH) réalisés le 14/03/2023 (fond cartographique dossier de demande d'autorisation – Phase d'exploitation avancée)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- informer l'inspection de la finalisation des travaux de modification du circuit d'eau de la fosse Est (prévue pour la semaine 12).
- continuer les travaux de gestion des eaux sur son site et avertir l'inspection de leur finalisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Paramètres à analyser et valeurs limites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.3§4 et 5

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale

Prescription contrôlée :

La carrière est autorisée à rejeter ses eaux claires dans les conditions suivantes :

Caractéristiques du rejet	Débits
Débit de fuite maximum (SAGE Vie et Jaunay)	5 l/s/ba
température	< 30°C
pH	5,5 < pH < 8,5
Modification de couleur du milieu récepteur	100 mg/Pl/l
Paramètres	Concentration maximale en mg/l
Matières en suspension totales (MEST)	< 35 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	< 125 mg/l
Hydrocarbures	< 10 mg/l

Les rejets sont mesurés sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange. Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures, Pour les MEST, la DCO et les HCT aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Constats :

1/ A la suite de la dernière inspection, un arrêté de mise en demeure a été proposé pour imposer le retour à la conformité du rejet de matières en suspension (MES) de la fosse Ouest .

L'exploitant a répondu le 07/03/2024 lors du contradictoire qu'un plan d'action pour le retour à la conformité du rejet était mis en œuvre. Des travaux d'isolement du bassin de fond de fosse ont été réalisés et le niveau de pompage des eaux a été vérifié (afin de ne pas pomper au droit de la matière décantée en fond de bassin).

L'exploitant a réalisé au 13/03/2024 une première campagne de prélèvement. Les premiers résultats indiquent que cette première action a été efficace, les matières en suspension ont été mesurées à 6,5 mg/l.

L'exploitant respecte dorénavant la valeur limite de son arrêté d'exploitation. L'arrêté de mise en demeure sur ce point n'a plus lieu d'être signé.

A noter : Les travaux complémentaires de curage de la lagune de rejet sont pour leur part dépendants des conditions d'accessibilité du pourtour de la lagune. Lors de la visite, il a été constaté que le bassin était difficilement accessible (boue).

2/ Un projet d'arrêté complémentaire a également été proposé à la suite de la dernière inspection pour demander :

- 1 - l'ajout d'un suivi qualitatif mensuel en amont/aval et milieu de l'Edmondière,

- 2 - l'ajout d'un suivi qualitatif trimestriel sur le bassin d'infiltration de la plateforme Ouest,
- 3 - l'ajout de paramètres (métaux notamment) sur l'ensemble des suivis précités et déjà prescrits (rejet aqueux de la carrière),
- 4 - une étude de compatibilité du rejet aqueux au milieu sous 12 mois et une étude technico-économique pour la mise en place d'un traitement sur les rejets aqueux sous 18 mois.

Sur les points 1 à 3, l'exploitant dans son courrier du 07/03/2024 indique que le plan de surveillance a été complété de ces points.

Concernant le point 4, l'exploitant indique, après échange avec des bureaux d'études, qu'un **délai complémentaire de 2 mois** sur l'étude de compatibilité et sur l'étude technico-économique semble nécessaire. **Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.**

L'inspection a également modifié le projet d'arrêté complémentaire pour le compléter par :

- 5 - la réalisation **sous 3 mois d'un diagnostic de pollution dans l'environnement, portant notamment sur l'imprégnation des sédiments en métaux, accompagné d'un plan de gestion le cas échéant.**
- 6 - le renforcement des fréquences de suivi des rejets et du ruisseau de La Roche Guillaume.

Par échange électronique du 12/03/2024, l'exploitant demande à bénéficier d'un délai de 6 mois pour transmettre le diagnostic précité et s'inquiète de la fréquence de mesures prescrites postérieurement à l'étude de compatibilité.

Concernant le point 5, l'inspection propose que le **diagnostic de pollution dans l'environnement, portant notamment sur l'imprégnation des sédiments en métaux, soit déposé sous 3 mois et, le cas échéant, que le plan de gestion soit déposé sous 6 mois.**

Concernant le point 6, l'inspection répond que les paramètres de suivi, les valeurs limites d'émission et les fréquences seront précisés selon les éléments fournis par l'étude de compatibilité.

Vu ces remarques le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires est proposé à la signature du préfet suite à cette visite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- transmettre à l'inspection les résultats complets de la campagne d'analyse du 13/03/2024 (cf point de contrôle n°2).
- informer l'inspection du début de l'étude de compatibilité (en transmettant le devis signé).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : Selon délais de l'arrêté complémentaire et suivi renforcé au point de contrôle n°2

ANNEXE I. Planche photographique



Photographie 1. Fossé de drainage



Photographie 2. Suppression de la plateforme Sud-Est



Photographie 3. Bassin créé côté Sud-Est – récupération des eaux de l'ancienne plateforme et des eaux de la zone de stockage Est



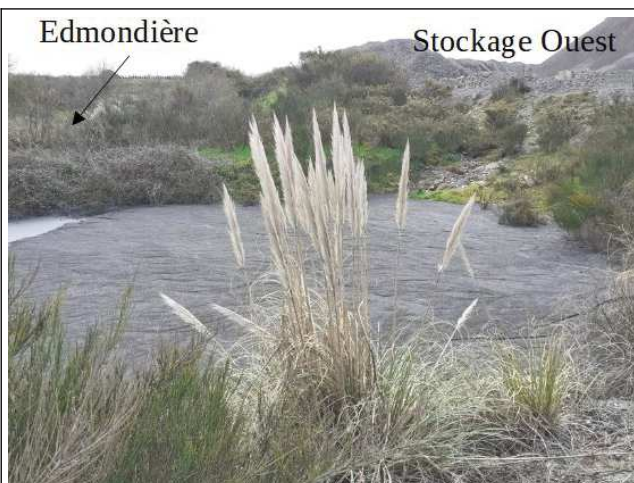
Photographie 4. Vue le long de la piste vers l'Est – gestion des eaux de ruissellement à réaliser



Photographie 5. Bassin n°1 de récupération des eaux pluviales de la zone de stockage Ouest



Photographie 6. Vue sur le stockage de matériaux Ouest



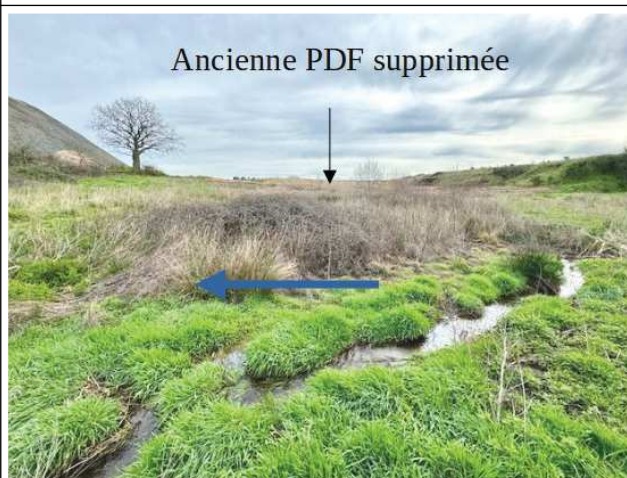
Photographie 7. **Bassin n°2** de récupération des eaux des stockages Ouest



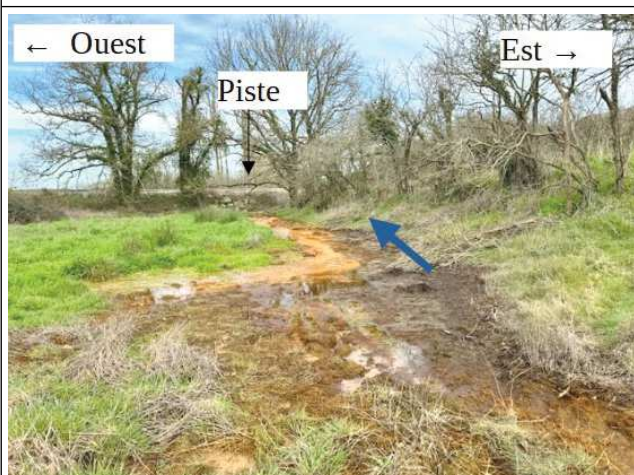
Photographie 8. **Vue le long de la piste vers l'Ouest** – gestion des eaux de ruissellement à réaliser



Photographie 9. Edmondière Amont



Photographie 10. Edmondière Amont, en arrière plan merlon de la plateforme supprimée



Photographie 11. Edmondière (vue vers le Nord)



Photographie 12. Vue sur le stockage de matériaux Ouest



Photographie 13. Vue sur les sols
(photographies)



Photographie 14. Vue sur la végétation
(photographies)



Photographie 15. 1ère mesure sur
l'Edmondière après le passage de la piste



Photographie 16. Edmondière avant la sortie



Photographie 17. Arrêt du rejet de la fosse
Est – mise en place de tuyau



Photographie 18. Isolement du bassin de
fond de fosse Ouest (photo exploitant)